



## Uniforme à l'école : le RN dégoupille, le gouvernement se divise



Serpent de mer

Par Hadrien Brachet

Publié le 07/12/2022 à 6:53

C'est le retour d'un serpent de mer. Maintes fois proposé, surtout par la droite, l'uniforme à l'école s'invite à nouveau dans le débat politique. Le Rassemblement national (RN) a présenté ce 6 décembre une proposition de loi visant à rendre obligatoire « *le port d'une tenue uniforme aux couleurs de l'établissement* » dans les écoles et collèges publics. Un texte qui doit être inscrit à l'agenda de la niche parlementaire du groupe présidé par Marine Le Pen le 12 janvier prochain.

« *Cela permettra de réduire les bisbilles entre élèves en raison des marqueurs sociaux que sont les vêtements* », explique auprès de *Marianne* le député RN Roger Chudeau, à l'origine du texte. *Par ailleurs, cela permettra de mettre un terme à la guérilla sur les abayas*. » Une référence à la polémique sur ces longues robes amples, vêtement traditionnel au Moyen-Orient, qui ont suscité (entre autres) en novembre une circulaire du ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye pour aider les chefs d'établissements à apprécier leur caractère ostensiblement religieux ou non. « *L'école ne connaît que des élèves, pas des plus ou moins riches ou des membres de telle ou telle communauté* », résume Roger Chudeau. Si les établissements peuvent par le biais des règlements intérieurs donner des consignes vestimentaires, ils n'ont pour l'instant aucune obligation d'instaurer un uniforme.

Clivage droite-gauche

L'idée séduit depuis longtemps à droite. Plusieurs propositions de loi ont été déposées depuis 2013 par des parlementaires Les Républicains (LR), jamais adoptées. « *En choisissant une tenue commune, nous préservons l'école de certaines discriminations et de tensions sociales pour en faire un véritable lieu d'égalité, de transmission et d'intégration où l'élève se sent appartenir à une seule communauté, la communauté éducative* », pouvait-on lire dans l'exposé des motifs de l'une ces propositions de loi



déposée en 2018 par plusieurs députés LR de l'époque dont... Damien Abad ou Guillaume Peltier.

### **À LIRE AUSSI : "Sanction systématique et graduée" : "Marianne" dévoile la nouvelle circulaire laïcité de Pap Ndiaye**

Plus récemment, les candidats à la présidence du parti de droite se sont de nouveau déclarés favorables au port obligatoire de l'uniforme à l'école, le député Aurélien Pradié suggérant même, avant de faire marche arrière, de l'instaurer à l'université. En revanche, au sein de la Nupes, l'idée fait beaucoup moins rêver. « *À l'heure où l'école est menacée de fermeture par la multiplication des coupures d'électricité, le RN veut légiférer sur la taille et le tissu des vêtements de nos enfants. Il veut imposer aux familles une nouvelle charge financière et propose d'exacerber une logique de marque et donc de distinctions entre les établissements* », fustige Paul Vannier, député LFI, membre de la commission des affaires culturelles et de l'éducation.

La majorité embarrassée

Le positionnement de la majorité est, lui, beaucoup moins clair. Une seule certitude : le sujet est ultrasensible. Le 18 novembre, *Le Figaro* révélait que sept députés Renaissance avaient soumis aux dirigeants de leurs groupes une proposition de loi pour favoriser « *le port d'une tenue scolaire commune* », au nom de « *l'égalité* » et de la « *lutte contre le harcèlement scolaire* ». Une façon de court-circuiter le RN et de ne pas laisser à l'extrême droite le monopole de cette question. L'initiative avait bénéficié du soutien de Sonia Backès, secrétaire d'État à la citoyenneté, qui avait reçu les parlementaires.

Mais immédiatement, ces derniers s'étaient attiré les foudres d'une autre partie de la majorité hostile à la mesure. « *Chez Renaissance, c'est très divisé, avec des hyper pour et des hyper contre* », décrypte un parlementaire de la majorité. « *Ce débat nous fait courir le risque de passer à côté des réflexions profondes que nous devons mener sur l'avenir de notre école* », a déploré la députée de la majorité Olga Givernet dans une tribune au *JDD* le 26 novembre dernier. Résultat : Renaissance se serait mis d'accord pour travailler sur la question, sans déposer pour l'instant la proposition de loi...

### **À LIRE AUSSI : Laïcité : "Pas d'alerte particulière" dans l'enseignement supérieur selon le ministère**

Depuis, le sujet semble devenu tabou. « *Ceux qui ont lancé [la proposition de loi] assument à moitié et refusent d'en parler* », lâche un attaché parlementaire. Les rares qui acceptent d'en discuter dans la majorité le font avec extrême prudence. « *Aucune citation directe ou indirecte sur le sujet* », nous glisse-t-on dans un ministère, après nous avoir pourtant exposé un point de vue très tranché. « *Ce qui est off est off* », nous prévient-on dans un autre.

#### **Le gouvernement divisé**

C'est qu'en coulisses le gouvernement lui-même est divisé sur la question. Secrétaire d'État chargée de la jeunesse, Sarah El Haïry a plusieurs fois défendu l'uniforme dans les médias, à condition que les établissements y soient favorables. Elle n'est pas la seule à voir l'uniforme d'un bon œil. À l'inverse, selon nos informations, la Première ministre Élisabeth Borne y serait défavorable. « *A priori Matignon n'est pas chaud car ce n'est pas la priorité* », commente une parlementaire.

### **À LIRE AUSSI : CP, CE1, 6e : l'Éducation nationale a-t-elle raison de revendiquer une "amélioration" du niveau "sur plusieurs années" ?**

Quant à Pap Ndiaye, le principal intéressé, s'il n'a pas fermé la porte en octobre à un groupe de travail à l'Assemblée sur l'uniforme, il a pointé sur RTL le 16 octobre que les études « *concluent assez invariablement à son inefficacité* ». « *Le Ministre pense que ça n'est ni une réponse au besoin d'égalité ni à l'exigence de laïcité mais qu'aujourd'hui*



*si un établissement veut le faire il peut dans le cadre du projet d'établissement »*, précise la rue de Grenelle à *Marianne* .

« *Ce n'est pas le truc qui le fait kiffer* », convient une source ministérielle. Autant dire que dans l'immédiat, et en attendant de voir le futur qui est donné (ou pas) à l'initiative des députés de la majorité, il paraît peu probable que les parlementaires macronistes votent massivement la proposition de loi du RN. « *On ne la votera pas parce que ça ne nous semble pas prioritaire vu le bordel que c'est à mettre en œuvre* », avance notre parlementaire de la majorité. Retour à la case départ ?

